

Moderniser la répression politique : la stratégie de formation de « l'homme de renseignement » sous la dictature brésilienne

Maud Chirio et Mariana Joffily

Les auteurs

Maud Chirio est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris Est-Marne la Vallée. Elle a notamment publié *A política nos quartéis. Revoltas e protestos de oficiais na ditadura militar brasileira* (Zahar, 2012) et *La politique en uniforme. L'expérience brésilienne, 1960-1980* (PUR, 2016).

Mariana Joffily est professeur du Département et du Programme de Post-graduation en histoire de l'Université de l'Etat de Santa Catarina, Brésil. Elle a notamment publié *O socialismo na França e no Brasil* (Alameda, 2012) et *No centro da engrenagem. Os interrogatórios na Operação Bandeirante e no DOI de São Paulo* (Arquivo Nacional/Edusp, 2013).

Résumé

La modernisation des services de renseignement fut une préoccupation importante des militaires brésiliens parvenus au pouvoir par le coup d'État d'avril 1964. À partir d'archives d'écoles militaires et de centres d'entraînement, ainsi que du suivi de carrière de certains agents, cet article montre comment une « communauté du renseignement » s'est constituée au Brésil dans les années 1960 et 1970. D'abord improvisée, la formation des agents s'est perfectionnée de façon originale, intégrant la doctrine française, les cours états-uniens et le savoir-faire accumulé au sein des organes répressifs brésiliens.

Mots clés : dictature militaire brésilienne ; guerre contre-révolutionnaire ; contre-insurrection ; répression politique ; renseignement.

Abstract

The modernization of intelligence services was a major concern within the Brazilian military once it came to power following the April 1964 coup d'état. Drawing upon military academy and training institution archives as well as the careers of particular agents, this article examines how an "intelligence community" took shape in Brazil in the 1960s and 80s. At first conducted in an ad hoc fashion, the military gradually perfected an original way of training agents on the basis of French doctrine, courses supplied by the United States and the accumulated know-how of the Brazilian repressive apparatus.

Key words : Brazilian Military Dictatorship; Counter-Revolutionary Warfare; Counterinsurgency; Political Repression, Intelligence.

Pour citer cet article : Maud Chirio et Mariana Joffily, « Moderniser la répression politique : la stratégie de formation de "l'homme de renseignement" sous la dictature brésilienne », *Histoire@Politique*, n° 34, janvier-avril 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Un oubli paradoxal : les opérateurs de la répression

L'historiographie de la dictature brésilienne a, depuis le milieu des années 2000, connu de profonds renouvellements sans que la violence d'État, pourtant au cœur de la mémoire du régime et des débats sur la justice transitionnelle, n'en soit l'objet privilégié¹. Depuis les années 1980, trois aspects de l'appareil répressif ont été principalement étudiés : son architecture, certaines des pratiques mises en œuvre pour mener concrètement la guerre à mort contre la « menace subversive » (notamment les actes de torture), et l'arrière-plan idéologique et doctrinaire de la machine répressive². Une dimension essentielle manque à ces travaux : les opérateurs de la violence d'État, c'est-à-dire les agents, civils et militaires, qui l'ont personnellement mise en œuvre. Malgré la publication de « listes de perpétrateurs » résultant de dénonciations de victimes³ dès le milieu des années 1970, la loi d'amnistie d'août 1979 puis les préoccupations propres à la transition démocratique ont recouvert le débat public et empêché toute suite mémorielle, judiciaire ou même historiographique. En décembre 2014, le rapport final de la Comissão Nacional da Verdade⁴ (CNV) a pour la première fois établi une liste officielle de responsables de la violence d'État. Le groupe des perpétrateurs dans son ensemble n'est pourtant jamais devenu un objet de recherches : les rares études qui leur ont été consacrées portent soit sur des individus exceptionnels⁵, soit sur l'idéologie qui semblait les animer, soit sur certains des crimes commis ou certaines pratiques de la répression politique⁶. Cet article traite d'un aspect particulier de ces trajectoires : la formation dont ont bénéficié ces agents de l'État, ou une minorité d'entre eux, pour combattre la menace « subversive ». Il s'agit d'une question déjà partiellement défrichée, car elle interroge à la fois l'idéologie à l'arrière-plan de la violence d'État, et son insertion internationale. La lecture longtemps dominante était que les comportements des

¹ Cet article a bénéficié d'un financement du Conseil National de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq). Notre travail a par ailleurs été attentivement relu et commenté par Rodrigo Nabuco. Qu'il en soit chaleureusement remercié.

² Joseph Comblin, *A ideologia da segurança nacional: o poder militar na América Latina*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1978. Archevêché de São Paulo, *Brasil : Nunca Mais*, Petrópolis-RJ, Vozes, 1985. Martha Huggins, *Polícia e política: relações Estados Unidos/América Latina*, São Paulo, Cortez, 1998. Carlos Fico, *Como eles agiam. Os subterrâneos da ditadura militar: espionagem e polícia política*, Rio de Janeiro, Record, 2001. Samantha Quadrat, « Operação Condor: o 'mercado do terror' », *Estudos Ibero-Americanos*, Porto Alegre, v. XXVIII, p. 167-182, 2002. Mariana Joffily, *No centro da engrenagem. Os interrogatórios na Operação Bandeirante e no DOI de São Paulo (1969-1975)*, Rio de Janeiro, Arquivo Nacional, São Paulo, Edusp, 2013. Comissão Nacional da Verdade, *Relatório final*, Brasília, Presidência da República, 2014.

³ Maud Chirio et Mariana Joffily, « La répression en chair et en os : les listes d'agents de l'État accusés d'actes de torture sous la dictature militaire brésilienne », *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, Le coup d'État militaire 50 ans après, Paris, EHESS, juin 2014, pp. 77-103.

⁴ Commission nationale de la Vérité.

⁵ Percival de Souza, *Autópsia do medo: vida e morte do delegado Sérgio Paranhos Fleury*, São Paulo, Globo, 2000. Marcelo Netto ; Cláudio Guerra, Rogério Medeiros et Marcelo Netto, *Memórias de uma guerra Suja*, Rio de Janeiro, Topbooks, 2012.

⁶ Martha Huggins, Mika Haritos-Fatouros et Philip Zimbaro, *Violence Workers : Police Torturers and Murderers Reconstruct Brazilian Atrocities*, Berkeley, University of California Press, 2002. Mariana Joffily, « As sentinelas indormidas da pátria: os interrogadores do Doi-Codi de São Paulo », *Revista Mundos do Trabalho*, vol. 1, n 1, janvier-juin 2009, p. 259-277. Marcelo Godoy, *A casa da vovó : uma biografia do Doi-Codi*, São Paulo, Alameda, 2014.

forces militaires et policières sous les dictatures du Cône Sud étaient formatés par une « doctrine de sécurité nationale », élaborée aux États-Unis aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Des travaux récents ont montré la plus grande complexité de l'articulation, du point de vue des échanges militaires et de renseignement, avec les logiques de la guerre froide. Le politiste João Roberto Martins Filho a mis en lumière l'importance précoce, au Brésil, de la théorie de la guerre révolutionnaire, élaborée par des officiers français ayant combattu en Algérie⁷. À la racine de ce succès, l'avant-gardisme de la doctrine française, qui place la « subversion » et la guerre révolutionnaire au cœur de la doctrine militaire, tout en donnant à l'ennemi une définition suffisamment flexible pour s'appliquer à toutes sortes d'opposants. L'expertise française était plus concrète : elle orientait directement l'action des forces armées, alors que les États-Unis, au début des années 1960, considéraient d'abord la contre-insurrection comme un produit d'exportation. Enfin, la théorie de la guerre révolutionnaire de Roger Trinquier, Charles Lacheroy, Jacques Hogard et Gabriel Bonnet est associée à une configuration différente des relations entre civils et militaires, dans laquelle ces derniers jouent un rôle accru⁸. Le même auteur défend également la thèse selon laquelle la doctrine française a guidé, pendant les « années de plomb » (1968-1974), l'expansion du renseignement dans la lutte contre la « subversion » au Brésil, et sa militarisation⁹. L'historien Rodrigo Nabuco de Araujo corrobore cette chronologie et l'ancre dans le temps long des relations bilatérales France-Brazil, tout en connectant ces échanges culturels avec la politique française de commerce d'armement¹⁰. À l'inverse, le journaliste Lucas Figueiredo, qui a étudié l'évolution du service secret brésilien depuis 1927, considère que les États-Unis sont à la fois le modèle et le principal fournisseur d'expertise pour le système de renseignement, des années 1950 aux années 1970, lorsqu'est fondée la grande école de renseignement, l'Escola Nacional de Informações¹¹ (EsNI). Cet établissement permet la massification et l'internalisation de la formation au renseignement¹².

Notre projet de recherche « *A repressão em carne e osso. Formação, treinamento e trajetória profissional de agentes repressivos da ditadura militar brasileira (1961-1988)* »¹³, dont cet article présente un aspect, se situe dans la continuité des travaux

⁷ João Roberto Martins Filho, « A educação dos golpistas: as idéias que fizeram a cabeça dos militares nos anos 60 », Communication au Symposium « The Cultures of Dictatorship: Historical Reflections on the Brazilian Golpe of 1964 », University of Maryland, octobre 2004. Ce travail est contemporain de la diffusion du documentaire de Marie-Monique Robin, qui porte sur l'Argentine et le Brésil : *Les escadrons de la mort. L'école française* (Paris, La Découverte, 2004). L'intégration aux programmes des écoles militaires brésiennes, avant le coup d'État, de la théorie de la guerre révolutionnaire apparaît dans Maud Chirio, *A política nos quartéis. Revoltas e protestos de oficiais na ditadura militar brasileira*, Rio de Janeiro, Zahar, 2012.

⁸ Officiers français, principaux théoriciens de la guerre révolutionnaire. Les trois premiers sont des vétérans des guerres d'Indochine et d'Algérie.

⁹ João Roberto Martins Filho, « Tortura e ideologia: os militares brasileiros e a doutrina da guerra revolucionária (1959-1974) », dans Cecilia MacDowell Santos, Edson Luís de Almeida Teles et Janaína de Almeida Teles, *Desarquivando a ditadura : memória e justiça no Brasil*, São Paulo, Editora Hutitec, 2009, p. 179-202.

¹⁰ Rodrigo Nabuco de Araujo, *Conquête des esprits et commerce des armes. La diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)*, thèse de doctorat en histoire, Université Toulouse II – Le Mirail, 2011.

¹¹ École nationale de Renseignements.

¹² Lucas Figueiredo, *O ministério do silêncio. A história do serviço secreto brasileiro de Washington Luís a Lula (1927-2005)*, Rio de Janeiro, Record, 2005.

¹³ « La répression en chair et en os. Formation, entraînement et trajectoires professionnelles des agents de la répression sous la dictature militaire brésilienne (1964-1985) ». Projet mené par Mariana Joffily et Maud Chirio. La version antérieure, « Mapeamento do aparelho repressivo : perfis e trajetórias

précédemment cités, dans la mesure où il interroge également les importations et circulations de pratiques, doctrines et imaginaires politiques « antisubversifs » au sein d'un large Occident¹⁴. Son objet est plus vaste : il s'agit des profils et des trajectoires des hommes qui ont été entraînés, ont voyagé et ont mis en œuvre leurs compétences sur le terrain. Cet article est consacré au seul volet de leur formation, à partir de trois sources principales : la documentation produite par la Divisão de Questões de Informação e Contrainformação¹⁵ (DAICI) de l'Escola Superior de Guerra¹⁶ (ESG) brésilienne, qui permet d'appréhender le projet de modernisation du « système de renseignement », tel qu'il est formulé par l'élite des forces armées et leurs collaborateurs civils¹⁷ ; des archives ponctuelles d'établissements d'instruction, en particulier le Centro de Estudos do Pessoal¹⁸ (CEP) brésilien et la School of Americas (SOA)¹⁹, dans la zone du canal du Panama ; et des dossiers individuels de militaires de l'armée de terre (« *Folhas de alterações* ») obtenues auprès des Archives historiques de l'Armée ou rendues accessibles en 2015 par les travaux de la CNV²⁰. Le dépouillement de cette dernière documentation, extrêmement volumineuse – environ 80 000 feuillets retraçant dans leurs moindres détails et méandres les carrières de 209 officiers et sous-officiers de l'armée de terre –, n'en est encore qu'à ses débuts, ce qui explique la focale de cet article : les stratégies mises en œuvre par l'État militaire pour former des agents brésiliens à la « contre-subversion », éclairées par les parcours professionnels de quelques agents.

professionnels de agentes acusados de tortura durante a ditadura militar brasileira (1964-1985) » (« Cartographie de l'appareil répressif : profils et trajectoires d'agents accusés de torture pendant la dictature militaire brésilienne (1964-1985) »), a été financée par le CNPq (2013-2014), avec la participation de Rodrigo de Oliveira (2013), Kauê Pisetta Garcia (2013-5), Mariani Casanova da Silva (2016-7), étudiants de l'UDESC, grâce à une bourse d'« Initiation scientifique » du Centre national pour la recherche (CNPq) brésilien.

¹⁴ Sur cette question, plus au nord dans l'Atlantique, voir Élie Tenenbaum, *Une odyssee subversive. La circulation des savoir stratégiques irréguliers en Occident (France, Grande-Bretagne, États-Unis) de 1944 à 1972*, thèse d'histoire, Paris, Institut d'études politiques, 2015.

¹⁵ Division des questions de renseignement et de contre-renseignement.

¹⁶ École supérieure de guerre.

¹⁷ DAICI, *A busca de informes* (1966), *Atividades de informações* (1967), *A comunidade de informações no Brasil* (1967), *Problemas administrativos de uma organização de informações* (1968), *O pessoal de informações de segurança* (1971 et 1972), *Processamento de informes* (1972). Bibliothèque de l'ESG.

¹⁸ Centre d'études du personnel.

¹⁹ École des Amériques.

²⁰ Nous n'avons pas été en mesure de collecter nous-mêmes des témoignages. Dans le contexte très tendu des travaux de la CNV et de ses suites, toutes nos tentatives pour rencontrer les acteurs de cette histoire se sont soldées par des refus. Nous disposons des sources orales recueillies par le Centre de Recherche et Documentation de la Fondation Getúlio Vargas (CPDOC-FGV) dans les années 1990 et publiées en trois volumes : Maria Celina D'Araújo, Gláucio Ary Dillon Soares et Celso Castro, *Visões do golpe : a memória militar sobre 1964; Os anos de chumbo : a memória militar sobre a repressão ; A volta aos quartéis : a memória militar sobre a abertura*. Relume Dumará, Rio de Janeiro, 1994/5. L'autre source de témoignages est la CNV elle-même, mais les entretiens retranscrits sont généralement pauvres sur la question des carrières et de l'entraînement, car ils ne constituaient pas le centre d'intérêt de la commission. Les membres de la CNV étaient en effet essentiellement préoccupés par l'identification des crimes, et des responsabilités impliquées. Voir Maud Chirio et Mariana Joffily, « La verdad de los verdugos. Las comparencias de los agentes de la represión ante la Comisión Nacional da Verdade de Brasil », *Rubrica Contemporanea*, v. 5, p. 11-33, 2016. URL : <http://revistes.uab.cat/rubrica/article/view/v5-n9-chirio-joffily> (janvier 2017).

1956-1964 : la préhistoire de la formation au renseignement

Les publications de la DAICI dressent inlassablement le constat suivant : le Brésil serait totalement dépourvu d'une structure de renseignement du niveau de celle des pays occidentaux « civilisés ». Le défi ne serait pas d'accroître la machine policière, mais de l'adosser à des organes de renseignements capables de repérer et de comprendre « l'ennemi interne ». Cette expression, associée depuis les années 1920 aux « subversifs », aux communistes et plus généralement aux « ennemis de l'ordre politique et social », a des contours délibérément flous afin d'englober tous les opposants potentiels au nouveau régime²¹. Le spectre des persécutés par le pouvoir dictatorial sera d'ailleurs large, des figures du travaillisme aux militants de la gauche armée, en passant par des syndicalistes, des activistes du mouvement étudiant, artistes, membres et sympathisants du parti communiste²². La DAICI identifie deux manques récurrents : l'esprit de corps, qui pousse les services à se faire la guerre entre eux, et le manque de professionnalisme, qui laisse l'intuition et les relations d'interconnaissance régir la collecte d'informations²³. Pour cela, il serait indispensable de fabriquer des « hommes de renseignement » se distinguant de la « personnalité du brésilien, latin et improvisateur²⁴ » : les identifier, les former et les maintenir dans leurs fonctions par la définition d'une carrière spécifique, valorisée à l'intérieur de la corporation et correctement rémunérée.

Il existe pourtant une tradition du renseignement au Brésil avant l'arrivée des militaires au pouvoir. La création du Serviço Federal de Informação e de Contrainformação²⁵ (SFICI) en 1956, sous la présidence de Juscelino Kubitschek, est le point de départ d'une préoccupation renouvelée des pouvoirs publics pour les techniques de contrôle des populations. La même année, plusieurs États brésiliens prennent l'initiative d'envoyer des jeunes officiers de la Police militaire (l'équivalent de la gendarmerie) se former à la SOA, créée en 1946 par le Département de Défense des États-Unis dans la zone du canal de Panama. 90 lieutenants et capitaines y séjournent entre 1956 et 1961, un énorme contingent si on le met en regard des 319 Brésiliens passés par la SOA pendant toute la période de la guerre froide²⁶. Au Brésil, des cours pilotes de renseignement sont créés à titre d'expérience : en 1958, dans le cadre du SFICI, en 1959 à l'ESG elle-même, et en 1961 dans une orientation « opérationnelle » de nouveau au SFICI²⁷. Enfin, entre 1956 et 1964, les forces armées brésiliennes portent un intérêt croissant à la littérature militaire française dite de

²¹ José de Sá Martins (élève du cours de renseignement fondé à l'ESG en 1965), Travail de la Classe du Cours de Renseignement, *Organizações de Informações nas Forças Armadas*, ESG, 1967, p. 9, 12. Sur la pensée de « l'ennemi interne » au Brésil, voir Maud Chirio, « Lutter contre l'ennemi interne : la longue histoire d'une obsession de la droite brésilienne », dans Ernesto Bohoslavsky et Stéphane Boisard (org.), *Penser les droites en Amérique latine au XX^e siècle*, Revue *Nuevos Mundo – Mundos Nuevos* [En ligne], Colloques, mis en ligne le 25 janvier 2016, URL : <https://nuevomundo.revues.org/68827> [lien consulté le 29 janvier 2017].

²² Voir à ce propos, par l'Archevêché de São Paulo et dans le cadre du projet Brasil Nunca Mais, *Perfil dos atingidos*, Petrópolis (Rio de Janeiro), Vozes, 1987.

²³ Paulo de Bonoso Duarte Pinto, Département d'Études de l'ESG, *A comunidade de informações no Brasil*, 1968, p. 23.

²⁴ Ten-Cel Leone da Silveira Lee, *A implantação do quadro de pessoal militar da área de informações nas forças armadas do Brasil*, ESG, 1980, p. 2.

²⁵ Service fédéral de renseignement et de contre-renseignement.

²⁶ SOA Watch, www.soaw.org (nov. 2016).

²⁷ L. Figueiredo, *op. cit.*, p. 64, 98, 138.

« guerre révolutionnaire », qui non seulement les conduit à interpréter les mobilisations sociales du gouvernement Goulart (1961-1964) comme insurrectionnelles, mais les initie également à des techniques concrètes d'infiltration, d'interrogatoire et de contre-guérilla urbaine, employées en Indochine et en Algérie. Cependant, avant le coup d'État, cette formation ne concerne, au sein des forces armées, qu'un nombre réduit d'officiers, généralement déjà parvenus au grade de major ou de lieutenant-colonel. Ces derniers constituent l'essentiel du public des cours et stages de « guerre révolutionnaire » qui se déroulent en Argentine et au Brésil à partir de 1961. Comme l'indique João Roberto Martins, « un premier cours de guerre contre-révolutionnaire par des officiers français, [organisé] à Buenos Aires en octobre 1961²⁸ » à l'attention de représentants de quatorze nations latino-américaines inspire la tenue l'année suivante, à l'Escola de Comando e Estado Maior do Exército²⁹ (ECEME) de Rio de Janeiro, d'une formation spécifiquement brésilienne³⁰. Les cycles d'enseignements organisés en 1962 et 1963, à l'initiative du SFICI³¹, sont offerts à quelques dizaines d'officiers supérieurs. C'est également le grade des traducteurs des revues d'État-Major qui vulgarisent la partie théorique de la GR, et des participants des voyages d'instruction. Avant le coup d'État, en outre, seuls huit officiers des forces armées brésiennes (partagés entre la marine et l'armée) intègrent un cours d'« Officier chef de renseignement » ou de « Renseignement militaire » à la SOA³². Parallèlement, quelques officiers se rendent dans d'autres installations américaines pour y suivre des cours de « guerre psychologique » (Fort Bragg, Caroline du Nord), de « *Senior Foreign Officer Intelligence Course* » (Fort Hollabird, Maryland) et de techniques de « forces spéciales » (Fort Benning, Géorgie³³), dans la continuité de la fréquentation d'installations états-uniennes par des militaires brésiliens depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils y côtoient, comme à la SOA, des instructeurs français, fraîchement sortis de l'expérience algérienne³⁴ : le colonel Aussaresses a ainsi enseigné à Fort Bragg et à Fort Benning au début des années 1960³⁵.

À cette époque, qui correspond à l'âge d'or de la théorie française de la guerre révolutionnaire, un petit groupe d'officiers brésiliens est ainsi inclus dans des réseaux de formation au renseignement et à la répression, impliquant des instructeurs français, des installations américaines et des homologues argentins. Parmi ces pionniers, certains seront par la suite des piliers de la répression au Brésil et des collaborations policières dans le Cône Sud. C'est le cas du major brésilien Thaumaturgo Sotero Vaz, qui œuvre comme instructeur d'opérations spéciales et de

²⁸ J.R. Martins Filho, « Tortura e ideologia », art. cit., p. 182.

²⁹ École de Commandement de l'État-Major de l'Armée de terre.

³⁰ « A educação dos golpistas », art. cit., p. 1, note 1.

³¹ Lucas Figueiredo, *op. cit.*, p. 98.

³² www.soaw.org (nov. 2016). En partant des mêmes sources, Gaspari en compte neuf. Elio Gaspari. *A ditadura escancarada*, São Paulo, Companhia das Letras, 2002. p. 305.

³³ Trabalho de Turma do Curso de Informações, *Organizações de Informações nas Forças Armadas*, ESG, 1967, p. 21.

³⁴ Rodrigo Nabuco de Araujo a trouvé trace, dans les archives françaises, de l'installation d'anciens militaires et militants de l'OAS au Brésil, mais aussi en Argentine et au Panama à partir de 1963. « Diplomatas de farda. A França e o golpe de 1964 », *Historia Unicap*, vol. 3, n. 5, jan./jun. 2016, p. 56-70.

³⁵ Paul Aussaresses, *Je n'ai pas tout dit. Ultimes révélations au service de la France*, Paris, Éditions du Rocher, 2008 ; et J. Patrice McSherry, *Predatory States : Operation Condor and Covert War in Latin America*, Lanham, MD and Oxford, UK, Rowman and Littlefield, 2005, p. 16-18.

contre-insurrection à la SOA entre 1962 et 1964³⁶. Il devient l'une des figures centrales, sous les années de plomb, du Serviço Nacional de Informações (SNI)³⁷, fondé en 1964 et lié à la présidence, puis du Centro de Informações do Exército³⁸ (CIE), créé en 1967 et dépendant de la force terrestre. Il sera également le représentant du Brésil à la fondation de l'Opération Condor³⁹.

Ce constat contredit l'image d'Épinal selon laquelle les Brésiliens auraient été massivement formés aux pratiques contre-insurrectionnelles par leurs homologues nord-américains avant le coup d'État. À cette époque, les militaires états-uniens eux-mêmes sont plongés dans un certain flou doctrinal et, avant 1964, leurs publications sont peu diffusées au Brésil. L'« expertise » concrète des *yankees* se limite aux techniques de combat dans la jungle, auxquelles ils se préparent activement dans la perspective de la guerre du Vietnam. Quelques mois après le putsch de mars 1964, une vingtaine d'officiers et sergents brésiliens se rend à la SOA, non pas pour y étudier le renseignement dans son ensemble mais pour des stages de « guerre dans la jungle », des cours de logistique, d'« opérations aériennes » et d'« action civile ». Ce nombre important de stagiaires s'explique par la volonté du nouveau pouvoir militaire brésilien, sous la présidence du très américanophile général Castelo Branco (1964-1967), de resserrer les liens avec le grand voisin du nord. Il n'indique pas cependant que l'influence états-unienne deviendrait exclusive, ni que les transferts s'effectueraient dans un seul sens. Des instructeurs français sont présents au Panama, et la bibliographie sur les techniques contre-insurrectionnelles y est largement hexagonale⁴⁰. Cependant, le coup d'État installe dans les premières structures de forces spéciales et de contre-guérilla rurale des militaires formés aux États-Unis ou au Panama. Le Centro de Instrução de Guerra na Selva⁴¹ (CIGS), fondé juste avant l'arrivée des militaires au pouvoir⁴², a d'ailleurs pour premier commandant le colonel Jorge Teixeira de Oliveira, formé en 1965 à la SOA et dont le CIGS porte aujourd'hui le nom. La première équipe du CIGS est largement constituée de jeunes officiers et de sergents formés quelques mois auparavant à la SOA⁴³.

1964-1971 : croissance et polyphonie

L'urgence qu'expriment les textes de la DAICI à structurer le système et à former « l'homme de renseignement » ne s'ancre donc pas dans une terre vierge. La haute hiérarchie militaire est sceptique quant aux compétences des polices, civiles et militaires, car elles ne sont pas à la pointe de la contre-subversion. Les généraux veulent en outre militariser et massifier la formation au renseignement et à la contre-subversion. Il s'agit de l'une des pièces du vaste projet de modernisation autoritaire

³⁶ Archives nationales brésiliennes, Fonds CNV, *Folhas de alterações* de Thaumaturgo Sotero Vaz.

³⁷ Service national du Renseignement.

³⁸ Centre de renseignement de l'Armée.

³⁹ L'Opération Condor est un système de collaboration des services de sécurité du Chili, de l'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay, de la Bolivie et du Paraguay, avec le soutien des États-Unis, visant à arrêter ou faire disparaître des opposants politiques hors des frontières nationales. Lorsqu'elle naît formellement, en octobre 1975, la structure brésilienne de formation d'agents de sécurité et de renseignement est déjà mise sur pied, et le pays s'apprête à sortir des années de plomb.

⁴⁰ On y lit notamment l'ouvrage de David Gallula, *La Contre-insurrection. Théorie et pratique*, de 1960, parvenu au Brésil par l'intermédiaire de l'école des forces spéciales états-uniennes, à Fort Bragg, et traduit en anglais. Rodrigo Nabuco, *Conquête...*, *op. cit.*, p. 226.

⁴¹ Centre d'Instruction de Guerre dans la Jungle.

⁴² Décret n° 53.649, 2 mars 1964.

⁴³ Témoignage du sergent João Santa Cruz Sacramento à la CNV, 10/11/2013. Rapport final, p. 19.

de l'État, de l'économie et de la société brésilienne, que les militaires appellent leur « révolution », et qui doit se dérouler d'une part sous la houlette des militaires, de l'autre sous l'inspiration de l'Occident. La première pierre est la fondation, très rapidement après la prise du pouvoir, du SNI. Par son organisation, ses moyens et ses pouvoirs étendus (il est dorénavant directement subordonné à la présidence de la République et non plus au Conselho de Segurança Nacional⁴⁴, comme le SFICI), le SNI doit être en mesure de répondre aux défis du temps.

Pour cela, il est indispensable d'injecter dans le système un personnel compétent et essentiellement militaire. L'année qui suit sa création sont donc fondés deux cours de renseignement à Rio de Janeiro. Le premier se trouve à l'ESG et est destiné aux officiers passés par un cours d'État-Major et aux civils détenteurs d'un diplôme universitaire. Le second, qui a pour siège le CEP (Fort de Leme⁴⁵), est destiné aux officiers de grade intermédiaire, aux policiers de rang équivalent et aux sous-lieutenants et sergents. Il comporte une incontestable nouveauté par sa dimension pratique : on y enseigne entre autres le « Contre-Renseignement », les « Opérations spéciales », la « Cryptologie » et les « Techniques spéciales », comme la photographie et l'infiltration. La formation y est beaucoup plus dense qu'auparavant : 595 heures sur dix mois contre 119 heures à l'ESG sur la même durée⁴⁶.

La création du CEP, placé sous la tutelle de l'armée de terre, permet d'alimenter le SNI et les secondes sections des grandes unités en agents intermédiaires, mais surtout de donner ses premiers cadres au futur service de renseignement propre à l'armée de terre – le CIE – alors en gestation⁴⁷. Sans surprise, c'est donc l'armée qui, la première, prend l'initiative isolée d'organiser la formation d'un personnel spécifique pour identifier et pourchasser ceux qu'elle considèrerait comme l'ennemi intérieur. Les premières promotions du CEP comptent plusieurs officiers parachutistes qui deviendront des figures centrales du CIE : la « promotion inaugurale », en 1966, comprend par exemple le jeune parachutiste José Brant Teixeira. Il n'a du renseignement qu'une expérience de terrain, à la 2^e section du noyau aéroterrestre de la Vila Militar. Identifié comme un élément prometteur par la direction du personnel de l'armée, il est envoyé suivre le premier cours d'opérations psychologiques du CEP. L'année suivante, il y enseigne lui-même, pratique courante dans une situation de pénurie de cadres, puis est dirigé vers le cabinet du ministre de l'Armée dès janvier 1968, où il est employé à la création du CIE. Il est l'un des piliers du centre de renseignement de la force terrestre jusqu'en 1979, lorsqu'il intègre finalement le SNI⁴⁸. Parmi les membres des premières promotions du CEP qui constitueront des piliers du CIE, citons aussi Thaumaturgo Sotero Vaz, l'un des instructeurs des premières promotions du CEP (1966-1967). Solidement formé aux États-Unis, il avait auparavant enseigné au CIGS (1968-1969) et servit au CIE (1971-1972). Il s'illustrera ensuite comme parachutiste des forces spéciales dans la répression contre la guérilla de l'Araguaia⁴⁹.

⁴⁴ Conseil de Sécurité nationale.

⁴⁵ Le CEP a été créé 24 avril 1965 par le décret 56.039-A.

⁴⁶ Les informations suivantes sont extraites de : DAICI, *O pessoal de informações de segurança. Curso de informações*, ESG, 1971, p. 15 et suiv.

⁴⁷ Le CIE est créé par le décret n° 60.664, le 2 mai 1967.

⁴⁸ Sous la présidence de João Batista Figueiredo, beaucoup de militaires ayant servi dans des unités dures et « opérationnelles » sont intégrés au SNI. Lucas Figueiredo l'appelle « l'enterrement de luxe », *op. cit.*, p. 235.

⁴⁹ Dans les années 1960, le Parti communiste du Brésil a envoyé une partie de ses militants aux confins des États du Pará, du Tocantins et du Mato Grosso (Vallée de l'Araguaia) dans le but de politiser les

Teixeira et Vaz intègrent un petit groupe d'agents avec un profil particulier : tôt recrutés et formés, ils font une grande partie de leur carrière au CIE, demeurent liés d'amitiés jusqu'à la fin, travaillent ensemble, font les mêmes choix et sont des leaders d'opinion à l'intérieur de l'appareil répressif. Cette élite de « spécialistes » peut être bien identifiée au sein du personnel de la répression. Elle regroupe également les principaux organisateurs des quelques centres clandestins de torture et d'assassinat politique, comme la « Maison de la mort » de Petrópolis. Beaucoup sont liés à des services de renseignement du Cône Sud : Thaumaturgo Vaz, par exemple, était un proche de Manuel Contreras, le directeur des services de renseignement chiliens sous la dictature du général Pinochet. Les noms de guerre que s'étaient choisis d'autres perpétrateurs, à consonance espagnole, signalaient des liens de collaboration avec les dictatures voisines, qui s'établiront à partir de 1973.

En 1966, la tenue de la conférence tricontinentale à La Havane et la tentative de la formation d'une guérilla dans la région de Caparaó provoquent une recrudescence du discours de la « contamination communiste » parmi les élites conservatrices au pouvoir. Elles accroissent chez ces dernières le sentiment d'une urgence à former davantage d'agents aux tâches du renseignement et de la répression. Les besoins en personnel sont par ailleurs considérablement accrus : depuis février 1967 chaque ministère héberge une Divisão de Segurança e Informações⁵⁰ (DSI)⁵¹ et en mai 1967, la force militaire terrestre se dote de son propre service secret, le CIE. La marine disposant du Centro de Informações da Marinha⁵² (CENIMAR) depuis 1957, seule la force aérienne est en 1967 toujours dépourvue de son service de renseignement... Le ministère de l'Aéronautique entreprend d'y remédier et confie au colonel-aviateur João Paulo Moreira Burnier, militant d'extrême droite et ancien attaché du Brésil au Panamá (1965-1967), la mission de former une première génération d'officiers de renseignement au sein de la force⁵³. Certains sont envoyés au cours de l'ESG, d'autres (dont Burnier lui-même) effectuent un stage de « Renseignement militaire » et de « Contre-Renseignement » au Panama en 1967⁵⁴. Ces officiers seront les fondateurs du Serviço de Informações da Aeronáutica⁵⁵ en 1968, rebaptisé Centro (CISA) deux ans plus tard⁵⁶.

Entre 1965 et 1969, la formation est donc décentralisée, concerne encore peu de personnel, et est essentiellement une réponse aux demandes des services secrets internes de chaque force armée. Peu d'officiers suivent une instruction formelle et chaque force suit sa propre stratégie de professionnalisation. Former un personnel spécialisé dans le renseignement et la contre-subversion est désormais un sujet de préoccupation dans les états-majors militaires, sans qu'il existe d'entraînement systématique et centralisé dans des établissements identifiés. Notons cependant qu'outre les cours offerts par le CEP et l'ESG, les cours traditionnels de l'armée, comme celui de l'École d'État-Major ECEME, ont largement incorporé des contenus

paysans et de créer une guérilla rurale. Les guérilleros ont été repérés par l'armée et massivement combattus entre 1972 et 1974. Il y a très peu de survivants et les militants morts sont recensés comme « disparus ».

⁵⁰ Divisions de Sécurité et de Renseignement.

⁵¹ Décret-loi n° 200, 25 février 1967.

⁵² Centre de renseignements de la Marine.

⁵³ L. Figueiredo, *op. cit.*, p. 217.

⁵⁴ SOA Watch.

⁵⁵ Centre de Renseignements de l'Aéronautique.

⁵⁶ Le SIA est fondé par le décret n° 63.005 du 17 juillet 1968.

liés au « combat de la subversion⁵⁷ ». Il est probable que les autres écoles militaires aient modifié leurs programmes de façon similaire, et que les unités pour lesquelles nous ne disposons pas de sources aient intégré ces thématiques à leur formation continue. Malgré le faible nombre d'agents formés de première main, une imprégnation osmotique de la corporation aux techniques de contre-subversion est ainsi probable.

Effet de la globalisation des compétences contre-insurrectionnelles et du rapprochement diplomatique et militaire sous la présidence de Castelo Branco, les références états-uniennes dominent maintenant les bibliographies des cours et brochures formation, ce qui n'était pas le cas avant 1964. En outre, les principaux commandants de centres de formation (CIGS, CEP) et des services secrets des forces armées ont suivi des cours dans l'orbite américaine. Cependant, à la fin des années 1960, s'ouvre une période de désengagement américain en termes de coopération militaire avec le Brésil, sous l'effet essentiellement de la guerre du Vietnam. Ainsi, après un pic du nombre de stagiaires en « *intelligence* » à la SOA en 1968 (28 militaires presque tous sergents, contre deux ou trois par an précédemment), le nombre décroît ensuite : dix à douze par an jusqu'en 1971, quatre en 1972, avant de s'interrompre. À l'inverse, le nombre de stagiaires brésiliens en France s'accroît à partir de 1971 : ils sont quinze à voyager entre 1971 et 1973⁵⁸. La doctrine française connaît un regain d'intérêt dans les plus hautes sphères de l'État, notamment sous l'influence du très francophile ex-ministre de l'Armée Aurélio de Lira Tavares, ambassadeur en France de 1970 à 1974, et des attachés militaires français qui se succèdent à Brasilia. Yves Boulnois, qui occupe ce poste entre 1969 et 1971, est l'un des grands théoriciens de la contre-subversion⁵⁹ ; Paul Aussarresses, attaché de 1973 à 1975, l'un de ses praticiens les plus célèbres.

Les années 1969-1971 correspondent par ailleurs à un changement d'échelle de l'appareil répressif brésilien. Après décembre 1968, le pouvoir militaire est doté d'un cadre légal considérablement plus autoritaire grâce à l'Acte institutionnel n° 5, qui donne un nouvel élan au processus de persécution politique. Le décret débarrasse l'exécutif des dernières garanties démocratiques et des contre-pouvoirs qui faisaient encore obstacle à l'épuration et à la mise au pas de la société. Quelques mois plus tard sont mis sur pied de nouveaux organes civils-militaires adossés à la structure territoriale des armées. Jusque-là, la répression était le fait des polices civile et politique, d'une part, et des services de renseignement de chaque force armée (CIE, CENIMAR, CISA), de l'autre. L'Operação Bandeirantes (OBAN) est la formule pilote, à São Paulo, de ces organes d'un genre nouveau, dont la forme achevée sont les Destacamentos de Operações de Informação (DOI) subordonnés aux Centros de Operação de Defesa Interna (CODI)⁶⁰, fondés en 1970 et 1971 dans plusieurs États de la fédération.

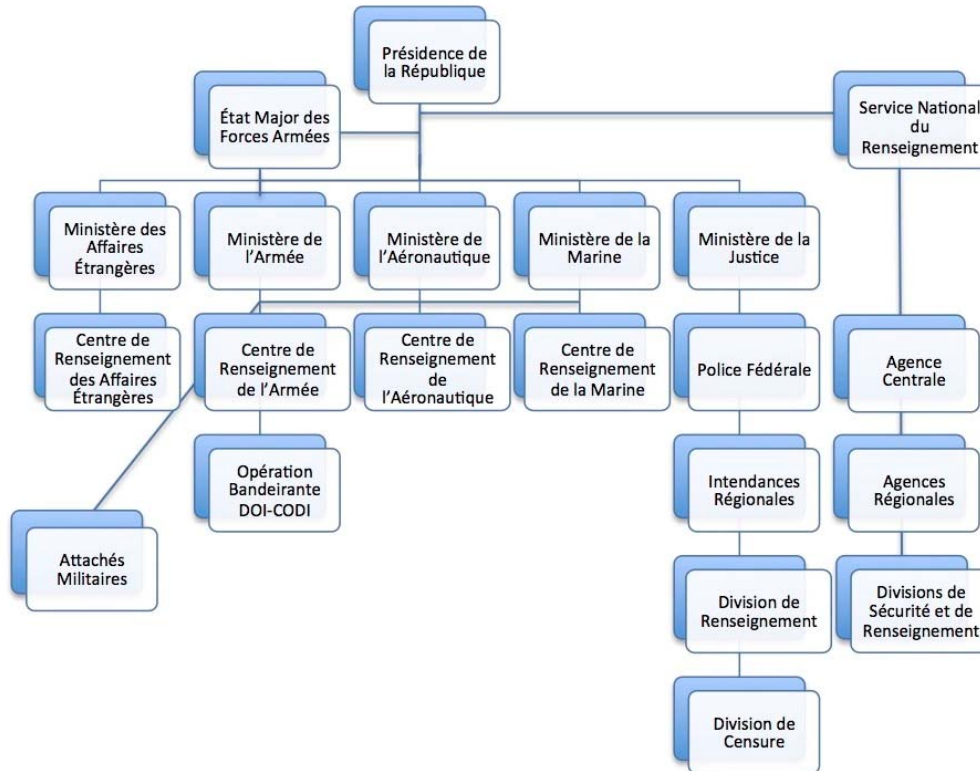
⁵⁷ L'ECEME offrait, en 1968, 222 heures de cours sur sécurité interne, 129 de guerre insurrectionnelle et 21 de défense territoriale classique. E. Gaspari, *op. cit.*, p. 183.

⁵⁸ Rodrigo Nabuco, *Conquête...*, *op. cit.*, p. 340, 399.

⁵⁹ *Idem*, p. 386.

⁶⁰ Détachements d'opération de renseignement ; Centres d'opérations de renseignement de défense interne.

Organigramme de l'appareil répressif brésilien



Source : Commission nationale de la Vérité, *Rapport final*, Brasilia, 2014, vol. 1, chapitre 4, p. 113.

À partir de 1969, l'offre de formation en renseignement court après les besoins de la structure répressive, sans les combler : une minorité des membres fondateurs de l'OBAN et des DOI-CODI ont ainsi suivi une formation en renseignement. Beaucoup avaient, en revanche, une expérience de terrain, notamment dans les Bataillons de Polícia do Exército⁶¹ (PE). Une trajectoire classique devient la formation de rue dans des unités de la PE, le transfert en DOI ou CODI, avant de suivre des cours de renseignement qui préparent au CIE ou au SNI.

1971-1985 : nationalisation et secret

L'explosion de l'offre de formation nationale en matière de renseignement ne date que de 1971 ; elle est postérieure à l'accroissement des effectifs de répression et contemporaine de l'acquisition, par le Brésil, d'un rôle de pivot en matière de renseignement et de répression politique en Amérique du Sud⁶². Le 31 mars 1971 (la

⁶¹ Police de l'Armée.

⁶² Tanya Harmer, *Allende's Chile and the inter-american Cold War*, Chapel Hill, University of North Caroline Press, 2011, p. 3. Pour Harmer, le Brésil y joue un rôle décisif au début des années 1970 dans ce

date est symbolique) est en effet fondée une Escola Nacional de Informações⁶³ (EsNI) liée au SNI, donc à la présidence de la République, et non plus (comme c'était le cas du CEP) à l'armée de terre⁶⁴. L'influence américaine est certaine. Le premier directeur de l'école, le général Ênio dos Santos Pinheiro, est envoyé se former au sein de la CIA et du FBI juste avant d'entrer en poste : « Les Américains se sont rendu compte que notre projet valait le coup et s'y sont intéressés, en raison des conséquences qu'il aurait non seulement au Brésil, mais en Amérique du Sud⁶⁵. » Les enseignements réalisés dans les locaux de l'EsNI à Brasilia se substituent aux cours de renseignement de l'ESG et du CEP, qui ferment boutique. Ce monopole s'accompagne d'une explosion du nombre de diplômés : « à son âge d'or, entre 1973 et 1989, l'école du SNI a formé plus de 2 000 agents⁶⁶ », un chiffre sans commune mesure avec la quarantaine annuelle passée par les cours de l'ESG et du CEP⁶⁷.

Le décret de fondation donne la dimension des nouvelles ambitions de l'école : l'article 2 indique qu'à l'EsNI, dont le directeur sera nécessairement un général d'active, incombe désormais de « répondre [aux] nécessités de renseignement et de contre-renseignement du Système National d'Informations dans son ensemble ». Ceci incluait des cours aussi bien aux civils qu'aux militaires des trois forces armées. Parmi ces derniers, deux profils se distinguent : celui de l'agent de renseignements « intellectuel » et celui d'agent d'opérations⁶⁸. Y sont enseignés des cours théoriques et pratiques, notamment des techniques de torture apprises sur le terrain, comme l'atteste la présence parmi les instructeurs, de Carlos Alberto Brilhante Ustra, ancien commandant du DOI-CODI de São Paulo, entre 1974 et 1975. En outre, à partir de 1976, quelques cours (A, B, C1 et C2) intègrent un contenu spécifique sur le DOI-CODI⁶⁹.

Parmi les agents passés par l'EsNI, deux profils sont récurrents. Des opérateurs de bas échelon s'y forment à des missions spécifiques : de nombreux parachutistes des forces spéciales, sergents ou très jeunes officiers ayant combattu en Araguaia transitent ainsi par l'EsNI entre 1974 et 1976 pour des stages ponctuels, avant de poursuivre leur carrière dans le renseignement. Le deuxième profil est celui des agents plus gradés et déjà dotés d'une solide expérience de terrain (notamment dans les DOI-CODI). L'école leur fournit l'habilitation pour exercer leurs talents dans les services de renseignements militaires, comme le SNI ou les 2^e sections de grandes unités. Le colonel André Leite Pereira Filho en est un exemple. Ayant servi dans la garde présidentielle entre 1961 et début 1965, il passe par le CIGS en 1966, et en 1970

qu'elle appelle la « Guerre froide interaméricaine », du fait de sa stratégie anticommuniste et en tant qu'allié privilégié des États-Unis.

⁶³ École nationale de renseignement.

⁶⁴ Décret n°68.448 du 31 mars 1971. La première étude consacrée à l'EsNI est celle de Samantha V. Quadrat, « A preparação dos agentes de informação e a ditadura civil-militar no Brasil », *Varia História*, v. 28, p. 19-41, 2012.

⁶⁵ Ênio dos Santos Pinheiro interviewé par Maria Celina D'Araújo, Gláucio Ary Dillon Soares et Celso Castro, *Os anos de chumbo*, p. 133. D'autres agents ont été envoyés aussi en Angleterre, en France et en Allemagne.

⁶⁶ Le calcul prend pour base le fait que rien qu'en analyse d'information, l'EsNI formait 120 agents par an. TE-97/C. inf./T.G-09 – Ângelo dos Santos Borges de Souza, *A reorganização da atividade de inteligência no Brasil, consoante as experiências vivenciadas em outros países de regime democrático*, ESG, 1997. *Apud*, L. Figueiredo, p. 234.

⁶⁷ *Ibid.* Nous ne disposons pas de données pour l'ESG ; le CEP, entre 1966 et 1972, a formé en moyenne 74 agents par an.

⁶⁸ E. dos S. Pinheiro, *op. cit.*, p. 136.

⁶⁹ Commission nationale de la Vérité, *Rapport final*, Brasilia, 2014, vol. 1, t. 1, p. 120.

intègre le 2^e bataillon de la police de l'armée, devenant le responsable de son service d'informations (S2). Transféré au DOI-CODI de São Paulo, où il commande entre autres la Section d'analyse d'informations, il transite en 1975 par l'EsNI avant de retourner appliquer ses connaissances dans son détachement jusqu'au début 1977. Il finit sa carrière au CIE, entre 1980 et 1985⁷⁰.

Le manque d'accès aux archives bureaucratiques de l'EsNI nous empêche, pour l'instant, de savoir quel a été le degré d'insertion de l'école dans les réseaux d'entraînement internationaux. Mais il est certain que sa structuration, sa centralisation et l'accroissement de ses effectifs avaient l'objectif d'acquérir une réputation internationale. Dans les années 1970, les liens d'instruction avec la France, les États-Unis et les dictatures de l'Amérique latine ne sont de toute façon pas rompus : le CIGS de Manaus, rebaptisé Centro de Operações na Selva e de Ações de Comando⁷¹ (COSAC) entre 1970 et 1980, est un véritable carrefour d'expériences, où des officiers formés aux États-Unis enseignent aux côtés d'Aussaresses (attaché militaire français au Brésil de 1973 à 1975), à des militaires brésiliens et venus de toute l'Amérique latine⁷².

Parcours d'agents

La densité humaine de ces dynamiques de formation ne nous apparaît encore qu'incomplètement. Certains repères peuvent néanmoins être posés. En premier lieu, on note l'importance du CEP dans la formation d'une génération pionnière d'agents répressifs. Y sont passés, soit comme instructeurs, soit comme élèves, Thaumaturgo Sotero Vaz, José Brant Teixeira, mais aussi d'autres piliers de la répression comme Paulo Malhães, le froid « Docteur Pablo » en charge des basses besognes du CIE, plus tard lié aux services de sécurité chilien (1967), Freddie Perdigão Pereira, l'une des principales figures du DOI-CODI de São Paulo (1968), et Rubens Paim Sampaio, l'un des tortionnaires de la « Maison de la mort », à Petrópolis (1969). Ces spécialistes de la répression politique conservent souvent un rôle d'instructeur, dispensant conférences, cours et stages dans les écoles. Ils sont fréquemment appelés à enseigner dans des unités militaires, forts de leurs connaissances théoriques comme de leur expérience de terrain. Thaumaturgo Vaz fut ainsi successivement formateur à la SOA, au CEP et au CIGS. Le major-colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, fort de son expérience du DOI de São Paulo au cœur des années de plomb, fut l'un des professeurs de l'EsNI avant d'ensuite intégrer le CIE.

Un deuxième élément est l'esquisse de profils de carrières. À partir du moment où le système complet est opérationnel, en 1970, de nombreux agents, dotés d'une formation généraliste acquise dans les écoles et les unités, font leurs classes dans les Batalhões de Polícia do Exército ou les DOI. Ensuite seulement leur est proposé un perfectionnement formel en renseignement au CEP ou à l'EsNI, qui ouvre les portes des secondes sections de grandes unités, du CIE ou du SNI. C'est le cas par exemple de Celso Lauria, membre de la 1^{ère} compagnie de la PE de la Vila Militar, Rio de Janeiro, au second semestre 1969 et qui suit un cours de renseignements au CEP en 1970 avant de pouvoir entrer au CIE, puis au SNI. Un parcours similaire est suivi par André Pereira Leite, ancien commandant de sections de la PE et du DOI-CODI de

⁷⁰ Archives nationales brésiliennes, Fonds CNV, *Folhas de alterações* de André Leite Pereira Filho.

⁷¹ Centre d'opérations dans la jungle et d'actions de commandos.

⁷² Aussaresses atterri au Brésil le 11 septembre 1973, au moment même où le président Salvador Allende était renversé par la junte au Chili.

São Paulo, qui n'acquiert qu'ultérieurement des connaissances formelles à l'EsNI. Les connaissances de terrain sont devenues matière à cours à l'EsNI, ce qui a permis d'intégrer le savoir-faire brésilien aux enseignements venus de l'étranger. Selon un document interne du Système de sécurité brésilien :

« Cette pratique opérationnelle [des DOI-CODIs] a évolué vers une doctrine d'Opérations de Renseignements, spécifiques et parfaitement adaptées à l'environnement de la Contre-subversion au Brésil. De cette façon, on a arrêté de traduire et de copier avant d'appliquer. Ainsi, dans le cadre de nos caractéristiques, façonnées par notre environnement et notre homme, est née et s'est forgée une doctrine d'Opérations d'Informations, spécifiques à la Contre-subversion au Brésil⁷³. »

Remarques conclusives

Le matériel de l'ESG montre l'existence d'un projet d'État dès le début de la dictature : se hisser au niveau des « pays développés » en constituant une « communauté de renseignements de sécurité » militarisée et dotée des compétences les plus modernes – doctrinaires et pratiques, y compris en matière de torture. Dans les années 1980, le colonel Silveira Lee se réjouit du fait que « l'EsNI se place aujourd'hui parmi les meilleures du genre dans le monde occidental⁷⁴ ». Ce projet était doté d'une logique propre, précoce et relativement autonome par rapport au développement des mouvements armés au Brésil. Il fut initialement mis en œuvre de manière éclatée, chaque force armée adoptant sa propre stratégie d'entraînement. Cette dernière privilégie trois dimensions : l'envoi d'agents à l'étranger (notamment aux États-Unis, mais aussi en France), l'insertion de contenus de renseignement sur des cours militaires traditionnels et la création de cours spécifiques, dont l'accomplissement fut la création de l'EsNI.

Longtemps le personnel dûment et directement instruit fut insuffisant pour alimenter la structure répressive, en particulier lorsque celle-ci explose en 1969. La grande majorité des agents de renseignement et de répression se forma donc sur le terrain, dans l'interaction informelle entre militaires et forces de police ou dans des formations à l'intérieur des unités, auxquelles nous n'avons pas accès. Dans le pays, le CEP a préparé le premier noyau de spécialistes au sein de l'armée de terre, largement responsables de la mise sur pied de la structure répressive. Si l'existence d'un projet de modernisation du domaine des renseignements a précédé le coup de 1964, dans la pratique, une partie considérable du combat contre les organisations de gauche a été mené avant la création de l'EsNI. Quand l'école centralise, nationalise et massifie la formation au renseignement en 1971, le Brésil est déjà devenu le phare de la lutte antissubversive dans le sous-continent. L'EsNI intègre aussi bien la doctrine française, les enseignements diffusés par les États-Unis et le savoir-faire accumulé par les organes répressifs brésiliens. Le pays s'insère alors dans un réseau de transferts et d'influences internationaux multidirectionnels comme lieu de formulation et de transmission de méthodes d'intelligence et de contre-insurrection modernes.

⁷³ *Apostila Sistema de Segurança Interna. Sissegim*. [1974?], cap. 2, p. 27. *Apud* Mariana Joffily. *No centro da engrenagem*, p. 78.

⁷⁴ L. da S. Lee, *op. cit.* p. 21.